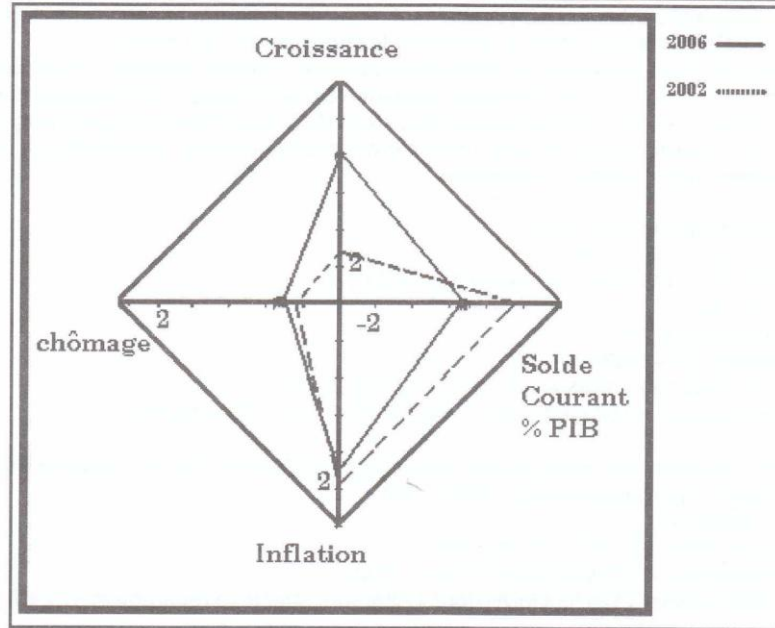


DOSSIER 1

1. a.



b. Il y a une légère amélioration de la situation économique au niveau du chômage et une amélioration remarquable au niveau de la croissance économique entre 2002 et 2006, alors que les indicateurs inflation et solde courant en % du PIB se sont détériorés durant la même période. Une telle évolution résulte de l'impact des politiques économiques mises en œuvre entre 2002 et 2006. On conclut, malgré ces performances, à la fragilité des équilibres macro-économiques.

2.

a. La mondialisation fait migrer les emplois vers d'autres pays ; en effet, pour rester compétitives et faire face à la concurrence de plus en plus exacerbée par l'ouverture des frontières, les entreprises délocalisent leurs activités vers les pays où la main d'œuvre est bon marché. Résultat : suppression d'emplois et donc aggravation du chômage. Par ailleurs, le progrès technique fait disparaître des emplois peu qualifiés, puisque, en substituant du capital au travail, il annule l'efficacité marginale de ce dernier.

b. Le document 2 cite deux explications théoriques :

- le chômage est dû à une insuffisance de la demande, c'est l'approche keynésienne ;
- le chômage est dû à une rigidité du marché du travail, c'est l'approche néo-classique.

3.

a.

x_i	y_i	$x_i y_i$	x_i^2
6,1	3,6	21,96	37,21
5,2	6,4	33,28	27,04
2,4	13,4	32,16	5,76
8	12,8	102,4	64
2,2	10	22	4,84
23,9	46,2	211,80	138,85

$$\bar{x} = 23,9 / 5 = 4,78 \quad \bar{y} = 46,2 / 5 = 9,24$$

$$a = 211,80 - (5 \times 4,78 \times 9,24) / 138,85 - (5 \times (4,78)^2)$$

$$a = 211,8 - 220,84 / 138,85 - 114,25 \quad a = -0,37$$

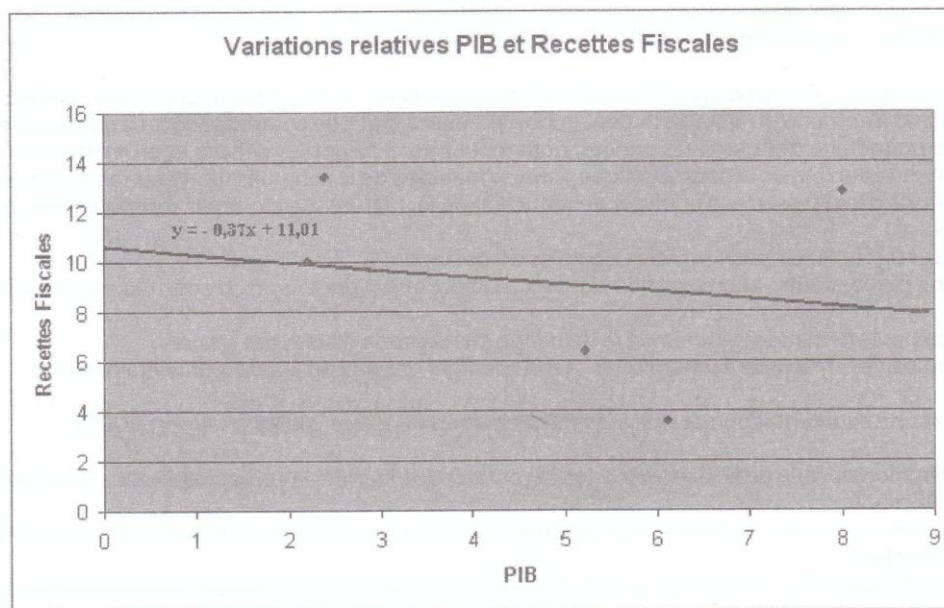
$$b = 9,24 - (-0,37 \times 4,78) = 11,01$$

$$y = -0,37x + 11,01$$

b. Détermination de deux points pour tracer la droite :

$$x = 3 \quad y = (-0,37 \times 3) + 11,01 = 9,9 \quad (3 ; 9,9)$$

$$x = 7 \quad y = (-0,37 \times 7) + 11,01 = 8,4 \quad (7 ; 8,4)$$

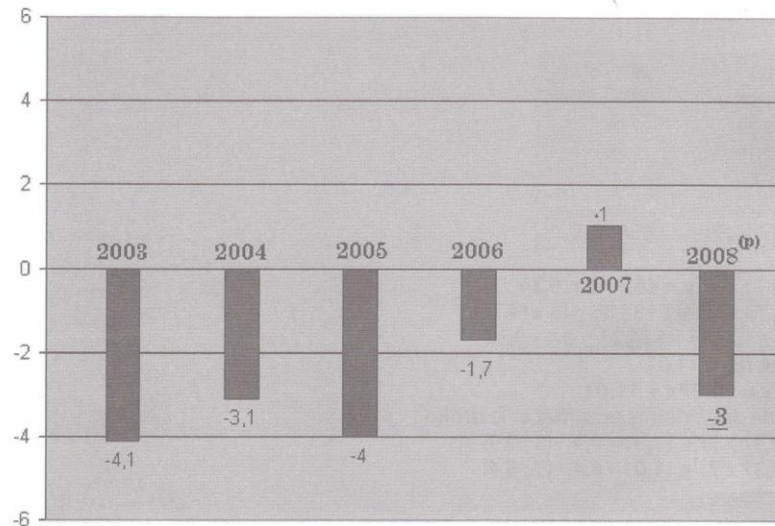


c. On relève l'absence de lien étroit entre l'évolution du PIB et celle des recettes fiscales. En effet, alors que l'activité économique est exposée à des retournements de conjoncture, internes ou externes, les recettes fiscales, elles, connaissent une croissance soutenue donnant l'impression d'évoluer dans un monde tout à fait séparé. Une telle évolution est surtout due au travail de l'administration fiscale (renforcement du contrôle notamment), et, sans doute aussi, un changement dans le comportement des contribuables. On en déduit que les recettes fiscales sont influencées par d'autres variables que la croissance économique.

4.

a. On prévoit d'affecter 3% de la richesse créée en 2008 au financement du déficit budgétaire.

b. $6 / 615,4 \times 100 = + 0,97 \%$ soit à peu près 1%



c. Le niveau du déficit budgétaire a connu une nette amélioration entre 2005 et 2007, mais en 2008 on prévoit une dégradation. Globalement l'évolution de cet indicateur reste irrégulière.

5.

a. La décision de ne pas répercuter la hausse des prix mondiaux sur les prix nationaux afin de préserver le pouvoir d'achat a entraîné un alourdissement important des charges de compensation, ce qui remet en cause la discipline budgétaire des dernières années, notamment en creusant les déficits et en mettant un frein au mouvement de réduction de la dette publique. Ainsi, le maintien de la compensation pourrait compromettre à terme les efforts d'investissement public et de réduction de la fracture sociale et par conséquent la croissance économique.

b. Trois causes de l'inflation peuvent être dégagées du document 4 :

- * L'inflation par les coûts : augmentation des prix à l'importation dont le prix de pétrole, augmentation des salaires ;
- * L'inflation par la demande : vigueur de la demande intérieure, la hausse des salaires ;
- * L'inflation par les structures économiques : augmentation des prix du fait de leur libéralisation.

6.

a. On prévoit une augmentation des prix à la consommation de 3% en 2008 par rapport à 2007.

b.

- * L'augmentation du taux de la réserve monétaire permet de diminuer la surliquidité bancaire et limiter ainsi l'octroi de crédits ;
- * La vente de bons de trésor sur le marché monétaire permet une ponction monétaire et donc une diminution des surliquidités.

c. La défense de la stabilité des prix risque d'entraîner un ralentissement de l'activité économique et donc une baisse de créations d'emplois voire même des licenciements, ce qui aggrave le chômage.

7. L'évolution semble plutôt favorable ; en effet, il y a une baisse importante de l'endettement public ce qui a permis de rétablir la confiance des investisseurs étrangers, de renforcer les dépenses d'investissement et de poursuivre la réforme fiscale. Une telle évolution reste toutefois précaire car l'équilibre des finances publiques est tributaire de facteurs exogènes, tels que la hausse des prix des matières premières et plus particulièrement

le pétrole. Ainsi, l'évolution de l'indicateur déficit budgétaire par rapport au PIB illustre une cette situation : l'amélioration entre 2005 et 2007a été immédiatement suivie d'une détérioration en 2008.

8. Réflexion structurée et argumentée

Introduction

- * accroche : regain de l'inflation au niveau international suite à l'augmentation du prix de pétrole et des céréales entre autres.
- * définition des termes clés : inflation et chômage
- * problématique : Comment lutter efficacement et simultanément contre ces déséquilibres ?
- * annonce du plan : la réponse va se faire en deux temps : en premier la politique budgétaire et en second la politique monétaire.

Développement

- * Axe 1 : L'action par le budget
 - en cas d'inflation
 - en cas de chômage
- * Axe 2 : L'action par la monnaie
 - en cas d'inflation
 - en cas de chômage

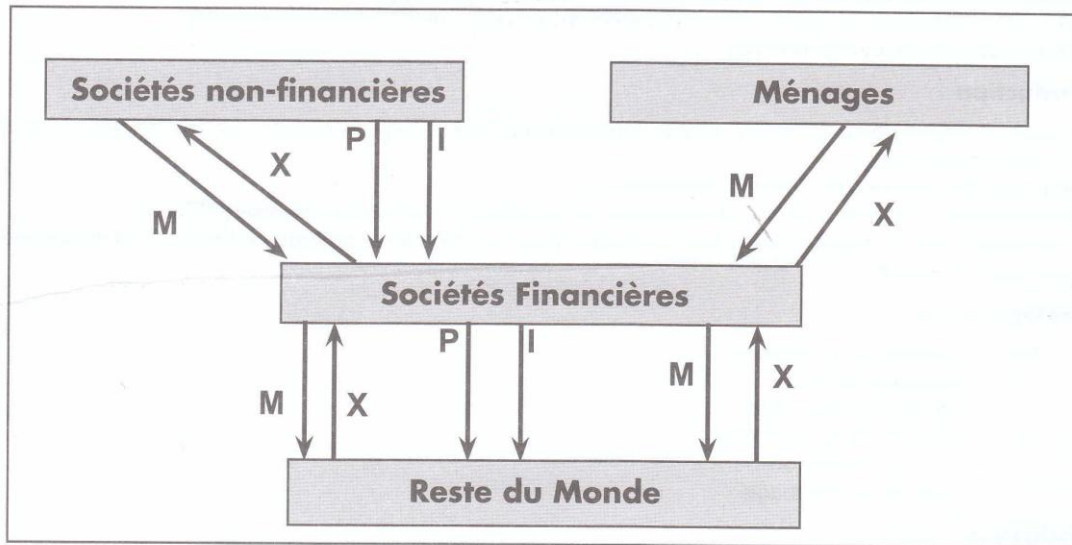
Conclusion

- * les moyens d'action dépendent du fondement théorique privilégié par les pouvoirs publics.
- * Chaque moyen comporte des risques.

DOSSIER 2

1.
 - a. PIB : indicateur de création de richesses dans un pays donné à une période déterminée ; alors que le PIB réel est un indicateur déflaté c'est-à-dire richesses créées mais évaluées en termes constants ou en volume ($\text{PIB réel} = \text{PIB} / \text{indice des prix} \times 100$).
 - b. C'est le PIB réel qui est retenu car l'effet de l'inflation est gommé ; en effet celle-ci fausse les calculs.
2. La croissance des exportations marocaines reste fortement tributaire de la demande européenne puisque l'UE constitue le premier client du Maroc ; de plus les produits exportés vers l'UE sont à faible valeur ajoutée (textile, les produits agricoles).
3.
 - a. Calcul du solde commercial: $119,9 - 258,7 = - 138,8$ milliards de dhs
Solde du compte courant = $- 138,8 + 57,6 - 3,4 + 63,4 = - 21,2$ milliards de dhs
 - b. Le solde du compte courant est déficitaire en 2007 alors qu'il était excédentaire depuis 2000 ; la situation s'est donc détériorée à cause de l'aggravation du déficit commercial due essentiellement à l'augmentation du prix de pétrole.
4.
 - a. Excédentaire en 2006 ($- 85,6 + 46,8 - 4,2 + 55,5 = + 12,5$ milliards de dhs), Le solde du compte courant devient déficitaire en 2007 ($- 21,2$ milliards de dhs). La situation ne semble pas alarmer outre mesure les experts du FMI. Le comportement des autres principales composantes du compte courant ont contribué à limiter l'ampleur du déficit. En effet, l'excédent de la balance des services a augmenté de 23,1 % et celui des transferts courants de 14,2% entre 2006 et 2007. Mieux encore le déficit courant sera comblé par l'afflux régulier des capitaux dans le cadre des IDE.
 - b. Les experts du FMI notent une évolution favorable des IDE, source de capitaux et d'entrées de devises. C'est également une source de création de richesses et dans une certaine mesure une source de création d'emplois et de transfert de technologies. Cependant les IDE sont également source de problèmes comme le non respect de l'environnement, le transfert des dividendes vers le pays d'origine -donc hémorragie de devises- un danger pour la souveraineté financière et économique du pays d'accueil.
«Ce qui semble être donné d'une main est récupéré par l'autre».

5. a.



X : Exportations. **M** : Importations. (de biens et de services)

P : Placement. **I** : Investissement.

NB : ne sont représentés que les flux monétaires.

b. « la croissance des flux financiers estompé les frontières et renforce les interdépendances. »

6. Le marché du ciment est un marché de biens plus précisément de bien de production ; c'est un oligopole puisque cinq entreprises dominent le marché et les actions d'une seule d'entre elles peut influencer le prix de marché.

7. Les cimentiers doivent pratiquer une veille économique pour anticiper les évolutions de l'environnement, celui-ci étant marqué par l'ouverture et la signature de nombreux accords de libre-échange par le Maroc. Les nouveaux concurrents directs sont plus compétitifs grâce à un coût de production plus faible, une productivité supérieure et une monnaie parfois dévaluée.

8.

a. L'orientation des liquidités vers les bons de trésor montre que les agents économiques ont privilégié le placement au détriment de l'investissement, ce qui est un indicateur de leur aversion au risque.

b. Le passage de l'économie d'endettement à l'économie de marché permet aux agents productifs de lever des fonds plus importants à un coût moins élevé que le crédit bancaire et sans contraintes de garanties à fournir ; en outre, la redynamisation du marché financier permet de drainer l'épargne vers des secteurs productifs et diminuer ainsi le phénomène de la thésaurisation.

9.

a. Il s'agit des termes de l'échange nets :

$$\text{TEN} = \text{indice du prix moyen des exportations} / \text{indice du prix moyen des importations} \times 100$$

b. Les termes de l'échange des PED connaissent une détérioration du fait de leur spécialisation dans des produits à faible valeur ajoutée comparativement aux pays du Nord.

10. Les propos du document 6 renvoient à l'explication de l'économiste A. Emmanuel ; celui-ci justifie le sous-développement par l'échange inégal.

11. L'ouverture n'a pas profité à tous les pays. Certaines spécialisations ont rendu les économies des pays qui les ont adoptées tributaires des évolutions irrégulières et souvent imprévisibles sur les marchés des produits bruts.

On observe aussi que les échanges de biens sur le marché mondial profitent plus aux pays du Nord qu'à leurs partenaires commerciaux du Sud. La justification de la Division Internationale du Travail se trouve donc de facto dénuée de son argument-clé.